Le Courrier des Opelousas.

VOL. 4. OPELOUSAS, PAROISSE ST.-LANDRY, [Louisiane,] 9 AOUT, 1856. No. 36.

OPELOUSAS:
SAMEDI MATIN, 9 AOUT, 1856.

NOMINATIONS DEMOCRATIQUES.

Pour Président:
JAMES BUCHANAN,
DE LA PENNSYLVANIE.
Pour Vice-Président:
JOHN C. BRECKENRIDGE,
DU KENTUCKY.

ELECTEURS:

PREMIER DISTRICT.
Electeur—C. J. VILLERE.
Sous-Electeur—L. St. MARTIN.

SECOND DISTRICT.
Electeur—W. J. ELMORE.
Sous-Electeur—T. J. SEMMES.

TROISIEME DISTRICT.
Electeur—T. LANDRY.
Sous-Electeur—A. JOURDAN.

QUATRIEME DISTRICT.
Electeur—JOHN McVEA.
Sous-Electeur—W. E. WALKER

CINQUIEME DISTICT.
Electeur—T. O. MOORE.
Sous-Electeur—A. GARRIGUES.

SIXIEME DISTRICT.
Electeur—H. GREY.
Sous-Electeur—Wm BEARD.

NOS AGENTS.

Les personnes suivantes sont autorisées à collecter et à recevoir des souscriptions et avis pour le *Courrier des Opelousas*, dans leurs villages respectifs:

AUGUSTE MARAIRE, St. Martinville, La.
ARTHUR BELLIARD, Pont Breaux, La.
A. MILESPAUGH, Washington, La.
E. E. COCHRANE, Marksville, La.

Au Président et membres du parti Natif-Américain:

Messieurs,

Veuillez, à partir de ce jour, ne plus me considérer comme membre de votre parti.

Opelousas, 6 Août, 1856.

GUSMAN ESTORGE.

Le Wigwam de St. Landry est prié par la présente, de me donner ma démission.

Opelousas, 5 Août, 1856.

EDMOND HAGNERIS.

VENTES DE LA SEMAINE PROCHAINE.—Les ventes suivantes auront lieu la semaine prochaine, dans cette Paroisse:

Mardi prochain, 12 courant, par l'administrateur, devant la porte de la Maison de Cour, un Morceau de Terre, avec les Bâtisses et Améliorations, situé dans la Prairie de l'Eglise.

Vendredi prochain, 15 courant, à Washington, un Lot de Terre, situé dans la dite ville, avec les Bâtisses et Améliorations; un autre Lot de Ville, également avec les Bâtisses et Améliorations;—deux Morceaux de Terre, l'un situé sur le Bayou Rouge et l'autre à la Petite Prairie.

Pour les conditions et autres détails, voir aux avis.

☞ Aujourd'hui que la navigation entre notre ville et la Nlle. Orléans est très incertaine, sinon fort difficile, une excellente occasion est offerte au public voyageur grâce à l'industrie. En se référant à nos colonnes d'avis, on verra que notre ami, le capitaine Alcide Meynier, mieux connu encore sous le soubriquet de Capitaine Bull, vient de prendre le commandement du gentil petit bateau *Orion*, partant de St. Martinville tous les Mardis et Vendredis soir, et arrivant au Bayou Bœuf, à la terminaison du chemin de fer, à l'heure du départ des chars pour la Nlle. Orléans. Ainsi donc, les passagers qui prendront la voiture de la malle de Têche, dite McPherson, arriveront le même jour à St. Martinville, où l'*Orion* les prendra immédiatement et les transportera sans délai au premier dépôt du chemin de fer.

Qu'il nous soit permis, à ce sujet, de recommander le Capitaine Bull à nos amis et au public en général. Il est connu aux Attakapas, par son urbanité, sa complaisance, une prudence qui ne fait jamais défaut, et surtout, (ce qui est sans doute une considération pour ses passagers,) pour une table toujours somptueusement servie des mets les plus délicats et des mieux préparés.

Avec l'agrément que l'on rencontre où est Bull le temps passe toujours trop vite.

ÉGLISE CATHOLIQUE DES OPELOUSAS.—C'est avec un véritable plaisir que nous apprenons que MM. les marguilliers se sont déterminés à faire agrandir notre Eglise. Le besoin en devenait de plus en plus urgent. Comme l'argent est une condition absolument essentielle pour bâtir, ils ont voulu donner l'exemple, en se cotisant eux-mêmes, de la souscription qui sera faite pour cet objet. Mais les dames de la Paroisse n'ont pas voulu demeurer en arrière; elles se sont aussi mises à l'œuvre avec ce zèle qui les caractérise, pour organiser, pour le même objet, une grande Foire qui sera accompagnée d'une série de Concerts, de Loteries, etc. C'est une fête nouvelle qui s'ouvre pour la Paroisse; c'est un progrès nouveau dont tout le monde appréciera l'importance, et auquel tous s'empresseront de contribuer, dans toute l'étendue de leurs moyens.

COUVENT DE L'IMMACULÉE CONCEPTION.—C'est avec non moins de plaisir que nous apprenons qu'il va s'ouvrir dans notre petite ville un Couvent et une Maison d'Education pour les jeunes personnes de la Paroisse. Ce sera un bienfait immense, inappréciable pour les familles. Nous nous en réjouissons d'avance, et tous les amis de l'éducation et de la moralité s'en réjouiront avec nous. Nous ne faisons que l'annoncer aujourd'hui; nous y reviendrons encore. Un prospectus détaillé de l'Etablissement sera publié dans notre prochaine feuille.

☞ Dimanche dernier, la population de notre petite ville a été mise en émoi par une circonstance qui ne s'était jamais vue ici. Il lui a fallu déjeûner, dîner et souper une fois, attendu que tous nos boulangers s'étaient donné le mot pour suspendre, dès ce jour-là, la cuisson de cet article de première nécessité à notre existence. Nous devons cependant dire que cette résolution avait été prise par eux pour cette raison, que la bonification accordée par le tarif du Conseil de Ville ne leur permettait pas, disent-ils, de faire le moindre bénéfice.

La raison, si elle est réellement telle, est excellente; mais ceci n'empêche pas que les boulangers se sont vengés sur leurs *pratiques* de l'injustice du Conseil. Il eût été infiniment plus poli pour ces messieurs de se rendre chez chacune d'elles et de les informer de leur détermination, avant de leur faire cette surprise, désagréable au moins.

Enfin, il paraît que tout est pour le mieux à présent, car il y a aujourd'hui, dit-on, deux boulangeries de plus.

☞ Pour la liste des visiteurs aux Sources de BELL-CHASSE, voir à la partie anglaise de notre feuille de ce jour.

Etrange maladie à New-York.— Le *Herald* de New-York, du 10 juillet dernier, raconte ce qui suit:

"Un homme nommé Billy Barlow est mort dans la maison No. 91 de la rue Leonard, hier, après une maladie de quinze minutes seulement. Il devint noir sitôt sa mort, ce qui fait douter que ce soit la cause du choléra. Il y eût divers autres décès semblables, hier. Un monsieur est venu chez le chef de police, hier soir, et annonça qu'une servante qui demeurait chez lui, au No. 15, rue Nassau, était morte là, après quelques minutes de maladie et devint aussitôt noire. Ceci est peut-être la conséquence de la chaleur extrême qu'il fait, mais cette maladie n'en paraît pas moins caustique."

(Extrait du Courrier de la Louisiane.)

Si l'Union n'avait pas de défenseur plus ardent, plus dévoué que la Chambre des Représentants au Congrès, elle serait en grand péril. On sait que l'abolitionnisme y domine, grâce aux derniers succès des Know-Nothings dans le Nord. Il en est résulté l'élection de M. Banks, et maintenant la Chambre, fidèle à ses antécédents, ne tend à rien moins qu'à l'admission du Kansas comme Etat libre, et au rétablissement du Compromis du Missouri.

Afin d'arriver à une solution de l'affaire du Kansas, le Sénat avait proposé d'en appeler au peuple de ce Territoire, et d'agir selon ses vues exprimées dans une Convention nouvelle. Mais la Chambre s'y est opposée, reduisant que le peuple se prononçât en faveur de l'esclavage. Elle s'opposera à tout acte législatif qui n'aura pas pour but l'admission de ce Territoire comme Etat libre.

C'est ainsi que la guerre civile se perpétue dans le Kansas. Mais qu'importe aux abolitionistes du Congrès! Ne sont-ils pas disposés à tout sacrifier, le repos de l'Union, l'Union elle-même à l'accomplissement de leurs projets?

Il n'y a pas à se tromper sur les tendances des K. N. du Nord au Congrès! Ils donnent tous les jours, par leurs votes, la mesure de leur hostilité contre le Sud. Ce n'est pas dans les protestations des journaux qu'il faut aller chercher ces tendances; les journaux sont intéressés à les couvrir de leur silence: filibustiers et fremontistes sont parfaitement d'accord à la Chambre des Représentants pour attaquer le Sud dans ses droits et dans ses intérêts. Leurs actes sont en contradiction avec les articles mielleux des journaux filibustiers.

Si les partisans de M. Fillmore dans les Etats libres étaient réellement sans hostilité contre le Sud, ils le prouveraient, en se joignant aux démocrates du Sénat qui demandent à consulter les habitants du Kansas sur la question pendante. Mais ils s'y refusent de peur que la nouvelle Convention n'accepte l'esclavage; ils s'y refusent aussi parce qu'ils veulent réserver au Congrès ce droit de décider souverainement dans les questions de cette nature, ce qui serait la négation absolue des droits des Etats; ils s'y refusent, parce qu'à tout prix, ils veulent que le Kansas soit un Etat libre.

C'est par des faits, des actes qu'on doit juger les partis et leurs tendances et non pas par des articles de journaux intéressés à cacher la vérité. Fillmoristes et fremontistes maintiennent l'agitation dans le Nord afin de l'exploiter à leur profit.

Le conflit qui a éclaté au Congrès entre le Sénat et la Chambre des Représentants est toute une révélation des projets et des doctrines de nos adversaires. La Chambre se refuse à toute transaction qui n'est pas de nature à faire du Kansas un Etat libre. Or, la Chambre compte une majorité know-nothing, et le Sénat une majorité démocratique.

En attendant, la guerre civile continue dans le nouveau Territoire. Un membre know-nothing de la Chambre a déclaré qu'il ne voterait aucune appropriation en faveur du Kansas jusqu'à ce que cet Etat eut été reconnu comme Etat libre.

Ainsi, les Know-Nothings vont jusqu'aux mesures les plus extrêmes, afin de frustrer le Sud de ses droits. Cette persévérance de la Chambre laisse le gouvernement sans action sur l'émeute.

On comprend toute l'influence que doit avoir cette attitude décidée et abolitioniste de la majorité know-nothing de la Chambre des Représentants sur les fanatiques du Nord. Elle leur donne une nouvelle énergie et les encourage.

Voilà le parti à la tête duquel marche M. Fillmore. Voilà quelles sont les doctrines que les Know-Nothings du Sud sont appelés à sanctionner par leurs votes en novembre prochain.

Les faits que nous venons de rapporter sont graves; ils tendent à entraver l'avenir du Sud; ils sont menaçants pour ses intérêts actuels; ils se passent en plein Congrès, et les journaux filibustiers ne les signalent pas; ils laissent leurs lecteurs dans l'ignorance. Cela s'explique cependant. Comment, en effet, faire concorder l'éloge qu'ils font tous les jours de M. Fillmore avec les actes auxquels se livrent ses partisans du Nord?

Et cependant la plus grande partie du know-nothingisme du Nord trouve M. Fillmore trop modéré et lui préfère M. Frémont. Ces équivoques à l'adresse du Sud ont valu cet abandon au candidat de la Convention de Philadelphie. Il s'est placé dans une situation fatale. Il se voit abandonné en même temps par ses ancrens partisans des deux extrémités de l'Union.

ANTIQUITÉ DE LA LOI SUR LES ESCLAVES FUGITIFS.—La plus grande nouveauté des théories, opinions que la loi sur les esclaves fugitifs ne date que de 1850; c'est une grande erreur et son origine est beaucoup plus ancienne; elle était en force au temps des vieux puritains de la Nouvelle-Angleterre.

Ainsi, dans les articles de la Confédération des Colonies Unies d'Amérique, (la Massachusetts, la New-Plymouth, le Connecticut, &c., formée en 1643 et faite, comme le déclare le préambule, "par ceux qui sont venus sur le sol américain dans le même but, celui de faire progresser le règne de notre seigneur Jésus-Christ, et d'établir les libertés de l'Eglise dans leur pureté et paix;" il fut résolu: "que tout *serviteur* qui s'enfuira marron de chez son maître et se réfugiera dans une des colonies confédérées, sera, sur le certificat d'un magistrat du district dans lequel réside le dit serviteur, ou sur toute autre preuve valable, rendu à son maître ou à toute personne, possédant le certificat du magistrat ou donnant la preuve voulue."

Ainsi, l'acte sur les esclaves fugitifs, après lequel abdiquent tant les abolitionistes, est originaire des Etats abolitionistes.

Il est vrai que lorsque les puritains passèrent cette résolution, il s'agissait d'*esclave blanc* et non de nègres, ce qui prouve qu'ils sont négrophiles mais non philanthropes.

UN TRAIT. — Nous lisons dans le *Nashville Union et American*:

MM. les Editeurs,

Veuillez publier d'une manière permanente dans votre feuille, la proposition suivante, jusqu'à ce qu'elle soit acceptée, ou que l'élection ait eu lieu.

Je parierai $100 que personne ne peut nommer UN Etat du Nord votant pour Fillmore; $100 que personne ne peut nommer UN ETAT DU SUD votant pour Fillmore; $100 qu'il n'existe pas UN SEUL ETAT DANS L'UNION, et $300 qu'il ne sera pas élu.

ANTI-CATHOLICISME DISSIMULÉ

DE LA NOUVELLE PLATEFORME K. N.

La *Minerve* de samedi dernier, prétend que l'accusation d'anti-catholicisme lancée contre la nouvelle plateforme know-nothing, est une falsification, une diffamation.

La *Minerve* reconnait toutefois que le premier programme général, celui de 1855, contenait un article anti-catholique et proscripteur, l'article 8; lequel, à son avis, a été entièrement répudié par la plateforme louisianaise, de la même année, et supprimé par la nouvelle plateforme know-nothing de cette année.

Nous prenons acte de ce premier aveu, mais nous soutenons fort et ferme: 1o. Que l'article 8 primitif, que la *Minerve* elle-même confesse avoir été anti-catholique et proscripteur, a été non pas abrogé, mais seulement modifié par la plateforme louisianaise, en substituant le tire de Catholique Américain au lieu du nom de Catholique Romain.

2o. Qu'à défaut d'aucune mention de catholique, soit Romain ou Américain, dont la désignation a été habilement et insidieusement omise dans la nouvelle plateforme know-nothing l'équivalent, le fond, la chose s'y retrouve sous des déguisements, des travestissements de mots.

Et d'abord que signifie celui de Catholique Américain, adopté par la plateforme louisianaise, en opposition à celui de Catholique Romain?

Prentiss, le célèbre journaliste know-nothing, de Louisville, nous a édifiés et éclairés à cet égard, en nous apprenant, dans le temps, que les Catholiques Louisianais know-nothings pouvaient être d'excellents citoyens américains, mais n'en étaient pas moins de médiocres Catholiques Romains, ne reconnaissant aucune autorité papale spirituelle.

Le journal, appelé le *Miroir de New York*, et cité par la *Minerve*, en annonçant, à l'époque, la réception présidentielle, à Washington, du père Vigil, le ministre Nicaraguais, le représente comme étant un prêtre Catholique Américain, ne relevant point de l'autorité papale romaine.

Telle est donc la définition catégorique du Catholique Américain, lequel n'admet pas l'autorité spirituelle papale que le Catholique Romain accepte en matière religieuse seulement, tout en l'abjurant en affaires politiques et temporelles.

Donc, la plateforme know-nothing louisianaise a créé une distinction odieuse entre le Catholique Américain, rejetant l'autorité spirituelle du pape, et le Catholique Romain reconnaissant sa juridiction religieuse.

Ce premier point établi et éclairci, passons au second, à l'anti-catholicisme du second programme know-nothing, où, selon la *Minerve*, il n'est pas même question de Catholiques. D'où la *Minerve* conclue à la calomnie éditoriale.

La *Minerve* ne connait-elle pas et ne pratique-t-elle pas l'art de signaler les personnes et les choses sans jamais les personnes et les nommer? C'est précisément ce qu'a fait la dernière plateforme know-nothing.

Les know-nothings ayant été solidement battus dans la plupart des Etats de l'Union, à cause même de leur proscription religieuse, se sont ravisés et l'ont dissimulée dans leur nouveau programme. Mais cet esprit proscripteur perce encore à travers tous les déguisements et les travestissements de sa rédaction artificieuse et amphibologique. Scrutons et sondons ses artifices, ses ambiguïtés.

L'article 10 du nouveau programme est ainsi conçu: "Opposition à toute union entre l'Eglise et l'Etat: aucune immixtion dans la foi, ou le culte et aucun serment d'épreuve pour les places, excepté les sermens requis par la 3me section de la plateforme. Or, cette section 3 défend le choix, pour aucun emploi politique, de quiconque, soit natif ou étranger, reconnait aucune allégeance ou aucune obligation, d'aucune espèce quelconque, envers aucun prince, potentat ou pouvoir étranger, ou qui refuse de reconnaître la Constitution fédérale et la Constitution municipale, suprêmes dans leurs sphères respectives et supérieures à toutes les autres lois.

Le citoyen américain et catholique romain, rejetant le pouvoir temporel, mais reconnaissant l'autorité spirituelle du pape, se trouverait donc le coup accablant de cet article proscripteur, puisque, pour s'échapper, il faut abjurer toute autre juridiction, même religieuse.

L'étranger naturalisé ne peut l'être, qu'autant qu'il prête le serment requis en pareil cas par la Constitution et la loi. De quel front en réclamerait-on un second? De quel front surtout oserait-on exiger d'un natif le serment qu'il ne dépend pas, qu'il ne relève pas d'aucun pouvoir étranger? Un tel soupçon, une telle inquisition serait le comble de l'outrage.

Oui, comme citoyens américains, nous réprouvons le pouvoir temporel du pape, mais comme Catholiques Romains nous reconnaissons son autorité spirituelle comme chef de l'Eglise catholique.

Mais l'article 5 n'admet aucune distinction quelconque et exclue indistinctement toute allégeance ou obligation quelconque spirituelle ou religieuse, et conséquemment frappe d'ostracisme le Catholique Romain.

Nous avons donc raison de conclure que l'article 5 du nouveau programme est encore plus perfidement anti-catholique, que la section 8 de la première plateforme know-nothing.—*Union de la Fourche.*

L'ILE DE CUBA.

Cuba exerce sur les Etats-Unis une étrange fascination. La grande république aspire à la possession de cette colonie avec une ardeur incroyable, et il nous semble impossible qu'elle ne lui appartienne un jour. Voilà ce dont l'Espagne devrait se pénétrer.

L'île est certainement bien défendue, les présidents qui se sont jusqu'ici succédé au pouvoir dans notre pays, ont protégé la reine des Antilles contre les tentatives des flibustiers, mais un secret pressentiment dit aux Américains qu'ils seront un jour les maîtres de l'île.

Ceux mêmes qui sont opposés à l'agrandissement du territoire national, comprennent qu'ils ne peuvent pas empêcher la réalisation d'un événement qui s'annonce d'avance par tant de symptômes. Les abolitionistes, on le sait, sont hostiles à l'acquisition de tout territoire où existe l'esclavage, et cependant ils admettent non seulement la possibilité, mais la probabilité de l'adjonction de Cuba aux Etats-Unis.

Comment s'accomplira cette alliance?— Nous l'ignorons, mais nous sentons tous ici que ce n'est qu'une question de temps. L'Espagne, nous l'espérons pas, défendra vaillamment sa colonie: on se demande seulement si elle ne ferait pas mieux, au moment décisif, de la vendre à l'Union. Elle s'y décidera peut-être, et ce ne sera pas de sa part un mauvais calcul.

Nous disons que les Américains désirent Cuba, et nous en trouvons la preuve dans la complaisante énumération qu'ils font à tout propos de ses avantages et dans les statistiques que publient nos journaux pour établir la richesse de la colonie espagnole ainsi que les nombreux éléments de prospérité commerciale et agricole qu'elle renferme.

Le *Times*, journal de New-York, dont, l'appui est acquis au free-soilisme, vient de publier un rapide historique de Cuba. L'île fut découverte à la fin d'octobre 1492, par Christophe Colomb, qui en prit possession au nom de l'Espagne. Celle-ci, pendant plus d'un quart de siècle, se borna à s'établir des arsenaux, elle y ravitaillait ses navires et y avait des magasins d'où le Mexique tirait les armes et les munitions dont il avait besoin. Le premier établissement fut Baracoa qui, en 1522, était encore la capitale de l'île. Ce n'est qu'à cette époque que le siége du gouvernement fut transporté à Santiago de Cuba. Le port de la Havane existait en 1514, mais il s'appelait Puerto de Carenas.

La Havane fut fondée par don Diego Velasquez de Cuellas, qui s'appliqua à en faire un poste important. En 1538, l'établissement naissant fut détruit par un navire de guerre français, mais les maisons furent bientôt reconstruites, et en 1576 un certain nombre de Franciscains et de Dominicains vinrent y fonder des couvents. Vers cette même époque, la ville fut attaquée par les Anglais. Son magnifique port en fit le rendez-vous de tout le commerce maritime de l'Espagne et du Mexique. En 1601, on comptait trois cents familles dans la cité déjà florissante, et ce chiffre se doubla à la fin du seizième siècle. Vers le milieu du dix-septième siècle, la ville renfermait dix mille habitants.

En 1640, le gouverneur Gonzales Perez de Angulo se décida à fixer sa résidence à la Havane, et en 1589, le premier capitaine-général envoyé dans la colonie reçut l'ordre de s'y établir.

La triste politique commerciale de l'Espagne a longtemps frappé de stérilité tous les éléments de richesse que possédait Cuba. A une époque, ses ports étaient complètement fermés au commerce étranger; l'interdit y était aussi absolu qu'au Japon. En 1778 les ports de la Havane, Santiago de Cuba, Trinidad et Batabano furent autorisés à trafiquer avec ceux de la péninsule; Matanzas, Nuevitas et d'autres villes n'obtinrent ce privilège qu'à la fin du dix-huitième siècle. Bien que Cuba renferme des millions d'acres d'excellentes terres à cannes, dont les plus pauvres fournissent deux boucauts de sucre par deux arpents, en 1778 on n'exporta de l'île que 12,500 boucauts.

Mais l'ère du progrès sonna enfin pour Cuba. En vingt ans, de 1778 à 1798, sa population se doubla et le revenu de l'île, qui avait été de $23.040 seulement en 1762, s'éleva à $138,624 l'année même où l'Espagne l'affranchit en partie des entraves commerciales qu'elle lui avait jusqu'alors imposées.

En 1809, les ports de la Havane, de Santiago de Cuba, de Matanzas et de Trinidad, furent ouverts au commerce étranger. Ce fut le signal de la transformation de la colonie. Ses ressources se développèrent avec une prodigieuse rapidité, malgré son tarif de prohibition. En 1818, Matanzas seul donna à l'Espagne $250,000; en 1819, deux ans seulement après l'inauguration de la nouvelle politique commerciale, le revenu net de l'île fut de $4,785,000, et l'on exportait 850,000 quintaux de sucre! En 1848 les exportations de Cuba furent évaluées à $26,000,000, ses importations à $25,000,000, et son revenu à $13,000,000.— M. Ramon de la Sagra a estimé à $800,000,000 le montant de la propriété territoriale dans l'île, bien qu'il n'y ait encore qu'un vingtième du sol en culture.

Si l'Espagne faisait un nouveau pas dans la voie du progrès et, abandonnant un système condamné par l'expérience, se décidait à remplacer son tarif de prohibition par un impôt raisonnable sur les articles de provenance étrangère, la fortune publique et privée à Cuba augmenterait immédiatement dans des proportions extraordinaires, et l'île prendrait rang tout de suite parmi les centres commerciaux les plus importants du monde entier.

Cuba est divisé, pour les besoins du fisc, en trois intendances: celle de la Havane, celle de Santiago et celle de Puerto Principe. L'intendant de la Havane est le surintendant général des finances. Chaque intendance est divisée en administrations qui sont elles-mêmes subdivisées en bureaux de perceptions dans l'intérieur de l'île.

La moitié du revenu provient de la douane et est payé en grande partie par le commerce des Etats-Unis. Voilà ce qui irrite ces derniers; ils en veulent à l'Espagne qui, malgré toutes leurs représentations, s'obstine à maintenir les droits exorbitans dont elle frappe nos farines et les produits de notre industrie. On sait, en effet, que les neuf-dixièmes des farines qui sont envoyées à Cuba proviennent des Etats-Unis; or, chaque baril est frappé à l'entrée d'une taxe de $8 58 s'il est apporté par un navire espagnol, et de $9 59 s'il est arrivé par un bâtiment étranger. Les droits sont proportionnellement aussi élevés sur le poisson, l'huile, les bois de construction et autres, le suif, etc.

La population de Cuba a augmenté avec son commerce et son agriculture. L'île compte en ce moment environ 1,600,000 habitans dont 650,000 blancs, 750,000 esclaves et 200,000 personnes de douleur libres. Un décret du 12 mars 1837 interdit aux de couleur libres l'entrée de Cuba. La législation concernant les esclaves est fort douce. Tout esclaves a le droit de s'acheter et son maître ne peut s'y opposer. S'il a payé une partie du prix convenu, il peut travailler où bon lui semble pour gagner plus rapidement le reste du prix d'achat. Il peut également demander à être vendu à un autre maître, s'il n'est pas satisfait de sien.

Le chiffre élevé de la population noire doit être attribué à la traite, il y a eu des années où environ 30,000 esclaves étaint jetés sur les côtes de l'île par les bâtimens négriers.

L'île de Cuba est sans doute réversée à de magnifiques destinées. Aussi grande que l'Irlande, elle est admirablement située dans le Golfe et son sol est d'une fertilité sans pareille. Soit qu'elle reste au pouvoir de l'Espagne, soit qu'elle passe aux mains des Américains, elle ne peut manquer d'atteindre un degré de prospérité extraordinaire.

Il n'y a plus de parti know-nothing dans les Etats du Nord. L'immense majorité des membres qui le composaient ont passé au parti Républicain dont M. Frémont est le porte-étendard. C'est un fait que les journaux des Etats libres constatent. Dans leurs calculs sur les résultats probables de la prochaine élection, c'est à peine s'ils s'occupent de la candidature de M. Fillmore comme obstacle au succès de M. Frémont.

Voilà où en sont les choses aujourd'hui. Né dans le Nord d'une pensée abolitioniste, mais forcé par la nécessité de succès à entraîner le Sud, le know-nothingisme a pris sa véritable voie dès qu'elle lui a été ouverte par les hardis sectateurs de l'abolition de l'esclavage. Malgré les futiles assurances des journaux qui lui sont restés fidèles, M. Fillmore ne figure dans la lutte électorale que comme souvenir d'un parti aujourd'hui disparu. La lutte se simplifie; la question est nettement posée entre le Sud et ses institutions et le Nord et l'abolitionisme, Buchanan et Frémont.

Les correspondants des journaux Fillmoristes ont reçu le mot d'ordre. Ils s'inspirent des articles du *Herald*, dont le dévouement a été payé soixante-mille dollars, selon les révélations d'un journal de New-York.—Le *Herald* est démasqué, et son influence croule de plus en plus avec les chances de son candidat. C'est pitié de voir les écrivains de la presse Fillmoriste se débattre contre la vérité qui leur apparaît clairement et les nécessités de la polémique quotidienne. Ils essaient de se tromper eux-mêmes et de tromper leurs électeurs. Ils supposent toutes sortes de désertions démocratiques quand au contraire les rangs de notre parti se grossissent tous les jours par suite de l'adhésion des hommes constitutionnels de toutes les fractions. Ils enlèvent tous les Etats à M. Buchanan et les donnent sans façon à M. Fillmore. Tout cela est d'une extrême puérilité, et les moyens de défense employés par les amis de M. Fillmore prouvent assez le mauvais état de sa cause, cause perdue.

En désespoir de cause, ils tentent de galvaniser l'ancien whiggisme. Mais déjà ce qui reste de ce parti s'est divisé entre nos adversaires et nous. Les plus illustres chefs de ce parti, ceux qui avaient tout établi attachés à la Constitution, sont avec la démocratie.

Quand nous comparons l'attitude si patriotique, si constitutionnelle de la démocratie aux agitations convulsives des factions qui s'agitent autour de lui, nous sentons qu'il est le parti vraiment national. Sans préjugés, également dévoué aux deux grandes sections de l'Union, plein de respect pour les droits acquis, pour les droits consacrés par la Constitution, il ne fait pas de sectionisme. Les démocrates du Nord comme ceux du Sud, défendent nos institutions attaquées. Le bill de Nebraska, qui est leur œuvre, est la reconnaissance législative des droits des Etats.

Un homme dont la parole doit avoir quelque poids dans les Etats du Sud, le gouverneur Wise de la Virginie, a dit que M. Buchanan était justement l'homme qui pouvait sauver le Sud, dans un discours où il examinait la situation intérieure et extérieure de l'Union américaine. De semblables adhésions, de pareilles déclarations ne sont pas moins flatteuses pour le parti démocratique que pour son candidat.

Du reste, il se produit en Louisiane un travail d'examen qui ramène à la Démocratie les Know-Nothings, qui avant tout, sont dévoués au Sud. Nous avons publié un extrait du *Journal de la Côte*, de Donaldsonville, qui indique la force de ce mouvement vers les doctrines de la démocratie. Il était évident pour tout homme de sens que, une fois l'opinion des candidats know-nothings sur les grandes questions connues, le Sud devait abandonner ses ennemis pour soutenir ceux qui veulent le défendre.

Ce mouvement n'est encore qu'à son début. Cela tient au soin que mettent les journaux fillmoristes à cacher l'opinion exprimée par leur candidat à Rochester. Mais le jour se fait peu à peu à mesure que le temps de l'élection approche. Il en résulte que le Nord préfère la sincérité de M. Frémont aux équivoques de M. Fillmore, et que le Sud abandonne un candidat qui nie ses droits et les condamne au bénéfice du free-soilisme.

(Courrier de la Louisiane)

NOUVELLES D'EUROPE.

(Dépêches télégraphiques de l'Abeille.)

NEW-YORK, 23 juillet.—Le steamer à malles *Indiana* est arrivé à Québec de Liverpool, d'où il est parti dans l'après-midi du 10.

Les difficultés entre l'Angleterre et les Etats-Unis paraissent devoir s'arranger.

REVOLUTION EN ESPAGNE.— Une révolution sérieuse avait éclaté en Espagne. Il paraît qu'elle a été causée par le retrait forcé du cabinet. Cette révolution a éclaté à Madrid le 15 juillet. Les citoyens et la garde nationale se sont battus contre les troupes régulières pendant vingt-quatre heures.

D'après un rapport, les insurgés auraient proclamé la RÉPUBLIQUE, et auraient eu à leur tête le général Infante, président des Cortès.

O'Donnell a déclaré toute l'Espagne en état de siège et a dissout la garde nationale.

On disait que la France allait envoyer une armée d'observation sur les frontières.

D'après les dernières dépêches de Madrid, il paraîtrait que l'insurrection aurait été étouffée; mais le correspondant du *Times* de Liverpool, donne, sous la date du jeudi 17, une version différente. Il dit qu'Espartero a pris la fuite, et que les insurgés ont été victorieux dans l'Aragon, à Saragosse et dans la Catalogne, où les garnisons se sont généralement ralliées au peuple.

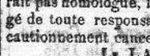
Une terrible explosion a eu lieu aux mines de Cardiff, (Galles). Cent dix personnes ont perdu la vie.

CHENILLES.— L'*Alexandria American* nous apprend que les chenilles ont fait leur apparition sur plusieurs habitations de la Rivière Rouge, et surtout sur les bords du Bayou Bœuf et du Bayou Robert. Les récoltes sont en retard.

PAQUEBOT REGULIER

[DEUX FOIS PAR SEMAINE.]

En connexion avec le Chemin de Fer de la Nouvelle-Orléans et des Opelous.



LE beau bateau-à-vapeur, ORION, Capitaine ALCIDE MEYNIER, quitte le Bayou Bœuf, pour les Attakapas, tous les Dimanches et les Mercredis, à midi, à l'arrivée des Chars, pour Patterson ville, Centreville, Franklin, Charenton, Prevost's Landing, la Nouvelle-Ibérie, St. Martinville et tous les ports intermédiaires.— Et quitte St. Martinville tous les Mardis et les Vendredis, à 6 heures du matin.

St. Martinville, 9 Août, 1856.

Etat de la Louisiane.

COUR DE DISTRICT, PAROISSE ST. LANDRY, } No. 7870.

Succession de Alexandre Lanclos.

ULGER LANCLOS, de la Paroisse St. Landry, Administrateur de la Succession de feu Alexandre Lanclos, décédé, dernièrement de la susdite Paroisse, ayant présenté un Tableau Final de Distribution de la dite Succession, accompagné d'une pétition demandant l'homologation d'icelui,—Et attendu qu'il a été fait droit à la demande de la dite pétition par un ordre de la Cour susdite en date du 7 Août, 1856;—

En conséquence, avis est par le présent donné aux intéressés dans cette Succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Tableau ne serait pas homologué, l'Administrateur déchargé de toute responsabilité ultérieure et son cautionnement cancellé.

Ls. LASTRAPES, Greffier.

Opelousas, 9 Août, 1856.

Etat de la Louisiane.

COUR DE DISTRICT, PAROISSE ST. LANDRY, } No. 7867.

Succession de Lewis McDaniel.

DALICOUR LEDOUX, de la Paroisse St. Landry, Administrateur de la Succession de feu Lewis McDaniel, décédé, dernièrement de la susdite Paroisse, ayant présenté un Tableau Final de Distribution des fonds de la dite Succession, accompagné d'une pétition demandant l'homologation d'icelui,—Et attendu qu'il a été fait droit à la demande de la dite pétition par un ordre de la Cour susdite, en date du 7 Août, 1856;

En conséquence avis est par le présent donné aux intéressés dans cette Succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Tableau ne serait pas homologué, l'Administrateur déchargé de toute responsabilité ultérieure, et son cautionnement cancellé.

Ls. LASTRAPES, Greffier.

Opelousas, 9 Août, 1856.

Etat de la Louisiane.

COUR DE DISTRICT, PAROISSE ST. LANDRY, } No. 7868.

Succession de Alexandre Baptiste Fontenot.

MARIUS CORBIL, de la Paroisse St. Landry, Administrateur de la Succession de feu Alexandre Baptiste Fontenot père, décédé, dernièrement de la susdite Paroisse, ayant présenté un Tableau Final de Distribution de la dite Succession, accompagné d'une pétition demandant l'homologation d'icelui,—Et attendu qu'il a été fait droit à la demande de la dite pétition, par un ordre de la Cour susdite, en date du 7 Août, 1856;

En conséquence, avis est par le présent donné aux intéressés dans cette succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Tableau ne serait pas homologué, l'Administrateur déchargé de toute responsabilité ultérieure, et son cautionnement cancellé.

Ls. LASTRAPES, Greffier.

Opelousas, 9 Août, 1856.

Vente Publique.

Par le soussigné, encanteur public, dans et pour la Paroisse St. Landry.

LE public est averti qu'il sera vendu, en vente publique, au plus offrant et dernier enchérisseur, par le soussigné, encanteur public, dans et pour la Paroisse St. Landry, à la dernière résidence de feu F. Toussaint Quebedeau, décédé, à la Prairie Basse du Grand Coteau, le *Jeudi, 21 Août prochain, 1856*, les propriétés ci-dessous décrites, appartenant à la dite succession de François Toussaint Quebedeau, décédé, à savoir:

Une paire de Bœufs de tire, une Vache et veau, une Jument et poulin, un jeune Cheval, un lot de Cochons, une Selle et bride, un Fusil, une Montre, du lot de Maïs, &c.

Conditions:—Payables dans tout le mois de Mai prochain, 1857, en billets avec bonnes et suffisantes sécurités, à la satisfaction de l'Administrateur de la dite succession, et portant 8 pour cent d'intérêt par an de l'échéance au paiement.

ALPHONSE DEBAILLON,
Encanteur.

Opelousas, 9 Août, 1856.

LES personnes qui ont des réclamations contre la succession du dit F. T. Québédeau, sont par le présent priées de présenter leurs comptes à Toussaint Québédeau, Administrateur, d'ici au jour de la vente.

St. Landry, 9 Août, 1856.

ESSAYEZ VOTRE CHANCE!

GRANDE RAFFLE de $ 500 en Bijoux, comprenant 100 prix.—Chaque mise gagnant un prix.— Chez F. Delarue, à l'encoignure des rues Main et Bellevue.

Les prix consistent en:

Une Montre en Or et Chaine,— Une Bague en Diamant,—Cultières d'Argent,—Bracelets,—Plume et Porte-Crayon en Or,—Boucles d'Oreilles,— Epinglettes,—Bagues, &c.

Les mises sont en vente chez Frank Delarue et chez John Cochran, aux Opelousas, et au Magasin de Livres de Millespaugh, à Washington, Lne.

Washington, 26 Juillet, 1856.

A LOUER.

Pour cause de Départ.

LE soussigné offre à louer, à partir du 1er Mai, 1857, un bon Magasin, parfaitement installé pour le commerce de la localité, deux Maisons de Résidence et une Boulangerie, des mieux achalandées; le tout est situé dans le centre de la ville de Washington, et, conséquemment, dans l'endroit le plus propice au commerce.

Le Stock du magasin ci-dessus, est un des pl